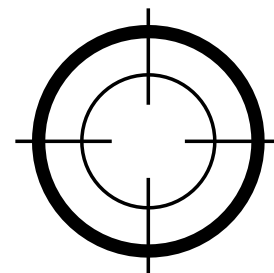




Attentat avec des moyens conventionnels



Le présent dossier fait partie de l'analyse nationale des risques
« Catastrophes et situations d'urgence en Suisse »

Définition

Un attentat est une attaque violente commise dans une optique de destruction et/ou d'anéantissement, blessant ou tuant des personnes, endommageant et démolissant des biens matériels et portant atteinte à des valeurs sociétales. Lors d'un attentat, plusieurs moyens peuvent être utilisés pour causer des dommages à des personnes, des biens, des infrastructures ou des institutions. Ces moyens peuvent être des bombes, des dispositifs explosifs ou incendiaires non conventionnels (DEINC), des ceintures d'explosifs, des véhicules, des armes à feu ou encore des armes blanches.

Selon l'intention et les objectifs poursuivis par les auteurs, non militaires, l'attentat peut être dirigé contre des cibles délibérément choisies ou viser des personnes fortuitement présentes. Dans un premier temps, le nombre d'objectifs et de personnes concernées reste indéterminé. De plus, il est souvent impossible de déterminer d'emblée si l'on est en présence d'un véritable attentat ou d'un acte de folie meurtrière.

Le présent dossier traite d'attentats réalisés avec des moyens conventionnels. Les attentats NBC et les cyberattaques font l'objet d'autres dossiers.

Février 2026



Contenu

Exemples d'événements	3
Facteurs d'influence	4
Intensité des scénarios	5
Scénario	6
Conséquences	8
Risque	11
Bases juridiques	12
Informations complémentaires	13

Exemples d'événements

Les exemples concrets aident à mieux comprendre la nature d'un type d'événement. Ils illustrent la manière dont il survient, son déroulement et ses conséquences.

15 mars 2019
Christchurch
(Nouvelle-Zélande)
Attentat avec armes à feu

Un terroriste tue 51 personnes avec des armes à feu et en blesse 50 autres grièvement. Vers 13 h 45, heure locale, l'homme tire à l'arme semi-automatique sur des musulmans s'étant réunis pour la prière du vendredi. Il ouvre le feu sur des personnes se tenant à l'entrée du bâtiment, puis tue en quelques minutes de nombreuses personnes présentes à l'intérieur. Il tire sur des passants en retournant à son véhicule, puis sur le chemin de sa prochaine destination, le Linwood Islamic Centre. Arrivé sur les lieux, il abat sept autres personnes avec une arme à feu semi-automatique. Le terroriste est arrêté par deux policiers alors qu'il fuit vers son véhicule. Il a diffusé son attentat en direct sur Facebook, invoquant des théories d'extrême droite et islamophobes.

14 juillet 2016
Nice (France)
Attentat au camion-bélier

Le soir du 14 juillet 2016, quelque 30 000 personnes se trouvent sur la promenade des Anglais de Nice afin d'admirer les feux d'artifice pour la Fête nationale française. Vers 22 h 45, alors que le front de mer est fermé à la circulation pour l'événement, un terroriste traverse la foule en camion et fauche plusieurs centaines de personnes sur environ deux kilomètres. Il tire également sur trois policiers avec un pistolet. Ceux-ci ripostent et le blessent mortellement. Le camion continue sa course sur encore 300 m avant de s'immobiliser. L'attentat fait 86 morts et plus de 400 blessés graves. Il est revendiqué par l'organisation terroriste « État islamique » (EI ou Daech). L'état d'urgence déjà en vigueur en France suite à des événements passés est prolongé, des concerts et festivals sont déprogrammés, et les voyageurs proposent d'annuler gratuitement les séjours.

13 novembre 2015
Paris (France)
Attentat avec ceintures d'explosifs et armes à feu

Une série d'attentats coordonnés frappe cinq lieux distincts de Paris le soir du 13 novembre 2015, pendant un match de football opposant la France à l'Allemagne : quatre attentats suicides avec ceintures explosives, trois fusillades sur des terrasses de cafés et un massacre avec prise d'otages commis au moyen de fusils d'assaut et de grenades à main dans une salle de concert. Les attentats sont revendiqués par l'organisation terroriste « État islamique » (EI ou Daech). Le bilan est de 130 morts et 683 blessés, dont 97 dans un état grave. À la suite de ces attentats, le gouvernement français proclame l'état d'urgence. Le 17 novembre 2015, la France est en outre le premier pays à demander officiellement l'assistance des autres États membres de l'UE. Reconduit à six reprises, l'état d'urgence est finalement levé le 1^{er} novembre 2017 avec l'entrée en vigueur d'une nouvelle loi antiterroriste.

Facteurs d'influence

Les facteurs suivants peuvent influencer sur la survenance, l'évolution et les conséquences d'un événement.

Source de danger	<ul style="list-style-type: none">– Comportement d'un État, d'organisations ou encore d'individus établis dans le pays– Moyens utilisés (dispositifs explosifs ou incendiaires, y c. ceintures d'explosifs, véhicules, armes à feu et armes blanches, drones)– Caractéristiques des auteurs (idéologie extrémiste, propension à la violence, compétences et savoir-faire, degré d'organisation et de formation, ressources, imitation, etc.)– Densité de personnes (grand événement comme un festival ou un concert, marché, manifestation, etc.)
Moment	<ul style="list-style-type: none">– Moment de l'année (fête religieuse ou nationale)– Heure (heures de pointe)
Localisation / Étendue	<ul style="list-style-type: none">– Attaque à un ou plusieurs endroits– Caractéristiques de la zone touchée<ul style="list-style-type: none">– exposition des personnes (rassemblements)– mesures de sécurité en vigueur (présence policière, contrôle d'accès, accessibilité, services et moyens de sauvetage sur place, etc.)– effets secondaires possibles (points névralgiques du trafic, proximité de marchandises dangereuses)
Déroulement	<ul style="list-style-type: none">– Avertissements ou menaces éventuels, message de revendication– Type et mode de fonctionnement des moyens utilisés– Type d'attentat (unique, combiné sur un seul lieu – éventuellement avec décalage dans le temps –, action concertée sur différents lieux, durée, suite, occasion favorable)– Mesures de sécurité en vigueur– Possibilité de déployer rapidement des services et moyens de sauvetage pour maîtriser un afflux massif de blessés– Résultats de l'enquête (prévention d'autres attentats)– Comportement / réactions de la population, des forces d'intervention, des autorités et des milieux politiques– Information / désinformation sur les réseaux sociaux– Communication sur l'événement

Intensité des scénarios

Selon les facteurs d'influence, différents événements peuvent se dérouler avec des intensités différentes. Les scénarios ci-après représentent un choix parmi de nombreuses possibilités et ne constituent pas une prévision. Ils permettent d'anticiper les conséquences potentielles d'un événement afin de pouvoir s'y préparer.

1 – Considérable

- Attentat unique
 - Un seul lieu
 - Touchant directement un petit groupe de personnes (jusqu'à 30 personnes environ)
 - Auteur(s) : individu ou petit groupe
 - Blessés graves
-

2 – Majeure

- Attentat unique ou plusieurs attentats concertés d'ampleur limitée
 - Un ou plusieurs lieux (trains, lieux de manifestations, etc.)
 - Touchant directement un grand groupe de personnes (dès 30 personnes environ)
 - Auteur(s) : individus ou groupe organisé
 - Plusieurs blessés graves / morts
-

3 – Extrême

- Plusieurs attentats concertés et suivis
 - Plusieurs lieux (p. ex. plusieurs quartiers ou plusieurs villes)
 - Touchant directement plusieurs grands groupes de personnes
 - Groupe organisé professionnellement
 - Afflux massif de blessés / nombreux morts
-

Scénario

Le scénario suivant est fondé sur le degré d'intensité majeur.

Situation initiale / Phase préliminaire	Tôt le matin d'un jour ouvrable, de nombreux pendulaires en route vers leur lieu de travail se croisent dans la gare d'une grande ville suisse.
Phase de l'événement	<p>Deux bombes explosent dans un train bondé qui entre en gare. Peu de temps après, trois autres explosions se produisent dans un deuxième train déjà à quai.</p> <p>De nombreux passagers sont tués ou blessés dans les explosions. Les personnes se trouvant dans les trains et à proximité immédiate cherchent à quitter la zone de l'attentat dans la précipitation. Dans la bousculade, nombreux sont celles et ceux qui tombent et se blessent. En raison de ces mouvements de panique et de fuite, l'impact de l'incident s'étend à toute la gare et même au-delà. Les personnes concernées s'aident mutuellement à quitter la zone et prodiguent les premiers secours lorsque possible. La police des transports présente sur place tente de faire la même chose. Les forces d'intervention arrivent en quelques minutes. La gare est en grande partie fermée et évacuée. Le trafic est arrêté. Alertswiss et d'autres canaux – radio (locale), télévision, réseaux sociaux, etc. – diffusent un message d'alerte, et il est demandé à la population de ne pas se rendre sur le lieu de l'attentat voire de privilégier de larges détours.</p> <p>À proximité des trains où ont eu lieu les explosions, des bagages abandonnés sont examinés sommairement afin de vérifier s'ils ne sont pas piégés. Une fois cette éventualité exclue, les secouristes commencent à prodiguer les premiers soins aux blessés. L'ampleur des dommages rend la coordination des opérations difficile.</p> <p>Des postes sanitaires sont mis en place devant la gare pour permettre de trier les blessés et d'assurer les soins d'urgence. De nombreuses victimes se rendent de leur propre chef dans les hôpitaux, y entraînant une surcharge. Afin d'assurer une aide psychologique d'urgence, des équipes d'assistance sont mobilisées. Elles installent un centre de prise en charge où elles accueillent de nombreuses personnes.</p> <p>La police cantonale dirige l'intervention et convoque l'organisation de conduite responsable. Les états-majors de crise des autres cantons sont informés et apportent leur soutien. L'état-major national de la police et le Comité national contre le terrorisme (CNAT) sont convoqués.</p> <p>Il faut plusieurs heures pour que tous les blessés reçoivent les premiers soins et soient évacués dans des hôpitaux. Certains doivent être transférés vers d'autres établissements pour des raisons de place. Les hôpitaux activent leurs plans d'urgence et de catastrophe afin de pouvoir maîtriser l'afflux massif de blessés.</p> <p>Le trafic ferroviaire est temporairement interrompu. Les trains à proximité du lieu de l'attentat font marche arrière jusqu'à la gare la plus proche afin d'y déposer leurs voyageurs en toute sécurité.</p> <p>Après l'attentat, d'autres consignes de comportement et informations sont diffusées sur plusieurs canaux (radio, TV, Internet, réseaux sociaux, Alertswiss). Des hotlines et des points d'information sont mis en place pour les personnes touchées ou inquiètes, une mesure qui vise entre autres à contrer les fausses informations circulant sur les réseaux sociaux.</p> <p>La police et le Ministère public enquêtent sur les lieux de l'attentat.</p>

La ville concernée et d'autres localités suisses renforcent leurs mesures de sécurité par crainte de nouvelles attaques.

Phase de rétablissement

L'enquête se poursuit les jours et semaines qui suivent.

Du fait des dommages à l'infrastructure ferroviaire, le trafic régional et les grandes lignes sont perturbés de quelques jours à plusieurs semaines.

Par crainte de nouveaux attentats, les mesures de sécurité (patrouilles, contrôles, etc.) restent renforcées durant plusieurs semaines dans toutes les grandes gares et les aéroports de Suisse. Plusieurs fausses alarmes sont déclenchées à cause de bagages laissés sans surveillance.

Des éléments de l'armée renforcent subsidiairement la police pendant quelques mois pour la surveillance de certaines infrastructures critiques.

Déroulement dans le temps

Il faut plusieurs heures pour trier les blessés, prodiguer à tous les premiers soins et assurer les évacuations. La direction d'intervention a la situation sous contrôle au bout de 12 à 24 heures. L'afflux massif de blessés provoque une surcharge des hôpitaux pendant plusieurs jours.

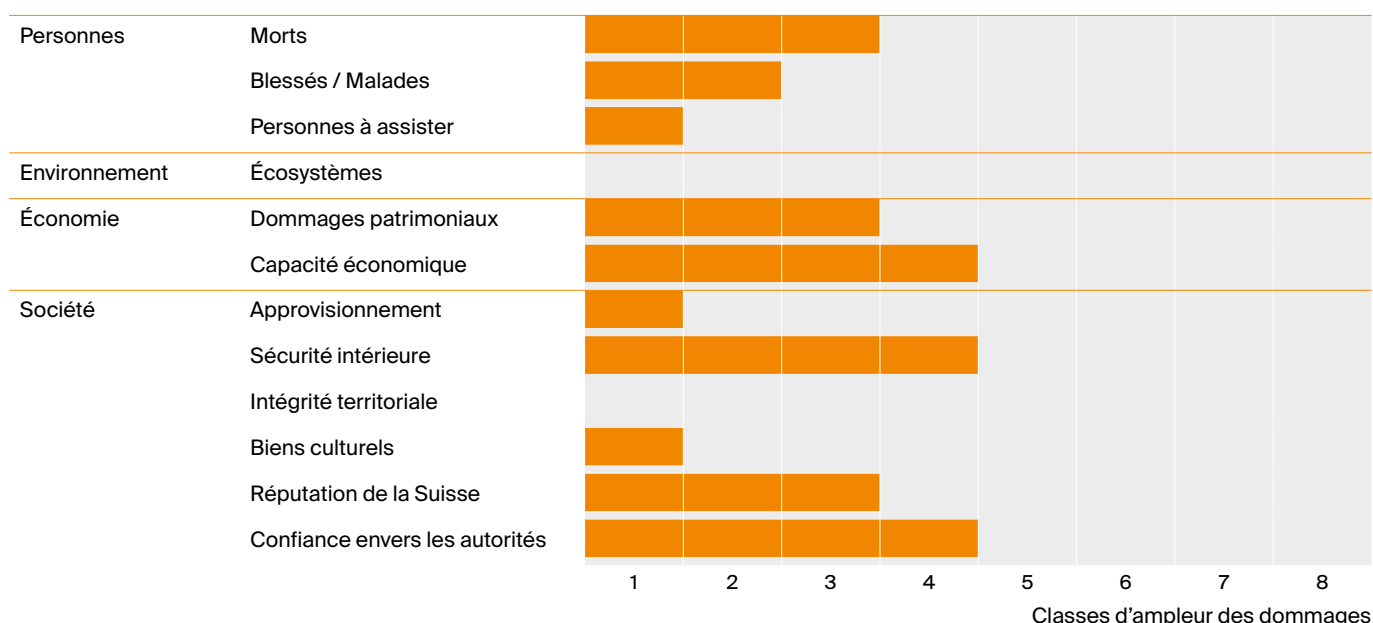
Certaines retombées de l'événement perdurent des jours, voire des semaines : insécurité au sein de la population, mesures de sécurité renforcées, agitation médiatique, perturbations dans les transports. Plusieurs personnes souffrent des conséquences psychiques de l'attentat pendant des mois.

Extension dans l'espace

Le lieu central de l'attentat est la gare principale d'une grande ville suisse. L'événement touche également indirectement les quartiers alentour.

Conséquences

Pour évaluer les conséquences d'un scénario, on l'examine à l'aune de douze indicateurs répartis dans quatre domaines. L'ampleur attendue du scénario décrit est représentée dans le diagramme et commentée dans le texte ci-après. Chaque classe d'ampleur supérieure correspond à une augmentation des dommages de facteur trois.



Personnes

Les explosions causent la mort d'un grand nombre de personnes et en blessent encore davantage, dans les trains et sur les quais. Les secouristes sont confrontés à des blessures très graves et inhabituelles (p. ex. lésions par explosion et compression). De nombreuses brûlures exigent un traitement spécial.

D'autres blessures et décès sont causés par des infarctus, des pertes de connaissance ou autres affections similaires, ainsi que par les réactions de panique et bousculades lors des mouvements de fuite. La surcharge temporaire des soins médicaux fait des victimes supplémentaires.

L'événement soumet à une forte pression psychique non seulement les personnes directement touchées, mais aussi leurs proches et les forces d'intervention. Un certain nombre de personnes ont besoin d'un traitement psychologique de longue durée.

Le bilan est de 80 morts. Une centaine de personnes sont en danger de mort, 150 sont gravement blessés et 600 légèrement blessées. Un millier de personnes ont besoin d'une intervention psychologique d'urgence, dont certaines bénéficient directement sur place dans le centre de prise en charge, tandis que d'autres ne demandent de l'aide que plus tard.

En outre, un millier de passagers bloqués doivent trouver un logement temporaire.

Environnement

L'événement ne cause pas de dommages durables à l'environnement.

Économie

Le trafic ferroviaire est complètement interrompu à la gare concernée immédiatement après les explosions, et ce pour plusieurs heures. Il subit également d'importantes perturbations dans une grande partie de la Suisse. Des trains sont annulés, et la durée des voyages est prolongée. Le trafic marchandises est lui aussi affecté.

Les trains endommagés sont remorqués et réparés. La remise en état de la partie de la gare ayant subi des dommages et de l'infrastructure ferroviaire détruite dure plusieurs semaines.

Les commerces situés dans la gare et aux alentours restent parfois fermés quelques jours suite aux investigations policières, ce qui occasionne des pertes de revenus.

Une partie de la population évite pendant quelque temps les gares, les espaces publics, les centres commerciaux, les rues commerçantes, etc. On observe une diminution notable de la fréquentation des transports publics, ce qui se traduit par des bouchons sur de nombreuses routes aux environs de la ville concernée. Certains employés, apeurés, déstabilisés ou blessés, ne se rendent pas à leur travail. Plusieurs secteurs de l'économie subissent de ce fait des pertes et des perturbations.

Les hôpitaux situés aux alentours de la ville affectée activent leurs plans de catastrophe, ce qui engendre des coûts considérables. Le report de certains traitements est synonyme de pertes de recettes.

De nombreux touristes interrompent ou annulent à court terme leur voyage en Suisse. La réputation de pays sûr de cette dernière est en outre entachée pour des semaines, voire des mois. Le secteur touristique en subit le contrecoup.

Au total, les dommages patrimoniaux et les frais occasionnés par la maîtrise de l'événement sont estimés à 270 millions de francs environ. La perte de capacité économique qui découle de l'attentat se monte à quelque 700 millions de francs.

Société

On constate les pénuries et interruptions suivantes :

- Produits thérapeutiques (médicaments + dispositifs médicaux) : les produits sanguins viennent à manquer, car de nombreux blessés graves doivent être traités en même temps. Les appels aux dons ne portent leurs fruits et n'apaisent la situation qu'après deux jours. Un millier de personnes sont affectées pendant deux jours.
- Soins médicaux d'urgence : les hôpitaux de la ville concernée activent leurs plans de catastrophe. Les établissements sont rapidement débordés par l'afflux massif de blessés. Une partie des victimes sont donc transférées en ambulance ou en hélicoptère vers des hôpitaux d'autres villes, voire à l'étranger : c'est notamment le cas pour les grands brûlés, pour lesquels il n'existe qu'un contingent limité de places dédiées. Le grand nombre de blessés légers qui se rendent dans les hôpitaux de la ville par leurs propres moyens provoquent aussi des embouteillages aux urgences, où la situation devient par moments chaotique. Les hôpitaux sont ainsi parfois contraints de demander de l'aide aux forces de sécurité. Environ 6000 personnes sont touchées pendant deux jours.
- Sauvetage : le jour de l'attentat, les services de secours sont fortement sollicités et surchargés. Ils peuvent néanmoins à nouveau assurer pleinement leur mission dès le jour suivant. Un millier de personnes sont affectées par cette perturbation pendant un jour.
- Appels d'urgence : les numéros d'appel d'urgence sont fortement surchargés pendant plusieurs heures. La police reçoit de nombreux signalements de bagages abandonnés, conséquence de la peur de nouveaux attentats. Environ 3000 personnes sont affectées pendant un jour.
- Soins médicaux ambulatoires / stationnaires : les soins médicaux ambulatoires / stationnaires sont fortement touchés, car les hôpitaux se sont mis en fonctionnement d'urgence. Des traitements planifiés doivent être déplacés, et les effectifs sont mobilisés dans le cadre des plans de catastrophe. Le personnel assume ainsi plusieurs rotations consécutives et doit ensuite pouvoir récupérer. En outre, le matériel manque durant les jours qui suivent l'attentat. Un millier de personnes sont concernées pendant sept jours.

- Transport routier : le bouclage d'un vaste périmètre (zone dangereuse, zone interdite, axes de sauvetage) cause des encombrements au centre-ville, pour les moyens de transport privés comme publics. En outre, beaucoup choisissent de se déplacer en voiture, préférant du fait de l'attentat renoncer aux transports publics. Il en résulte de forts embouteillages. 15 000 personnes sont affectées pendant 60 jours.
- Transport ferroviaire : le jour de l'attentat, le trafic ferroviaire est interrompu au niveau supra-régional. Le transport transfrontalier de personnes et de marchandises est lui aussi affecté. Le trafic ferroviaire est rétabli dès le jour suivant grâce à des déviations. Certains tronçons ne peuvent toutefois être empruntés que de manière restreinte pendant plusieurs jours, voire semaines, à cause des dégâts aux infrastructures. Un million de personnes sont affectées, que ce soit pour un trajet unique ou sur plusieurs jours.
- Transport aérien : suite aux perturbations du trafic ferroviaire, de nombreuses personnes ne peuvent pas se rendre à l'aéroport en train et ratent donc leur vol. Les dispositifs de sécurité sont en outre renforcés, ce qui rallonge les contrôles. Des retards et annulations de vols en découlent. Le transport de fret est lui aussi concerné, ce qui se traduit par des pénuries temporaires et des retards au niveau des importations.

La gare concernée est un bien culturel d'importance nationale. Certains éléments ayant une valeur historique sont endommagés par les explosions, parfois fortement.

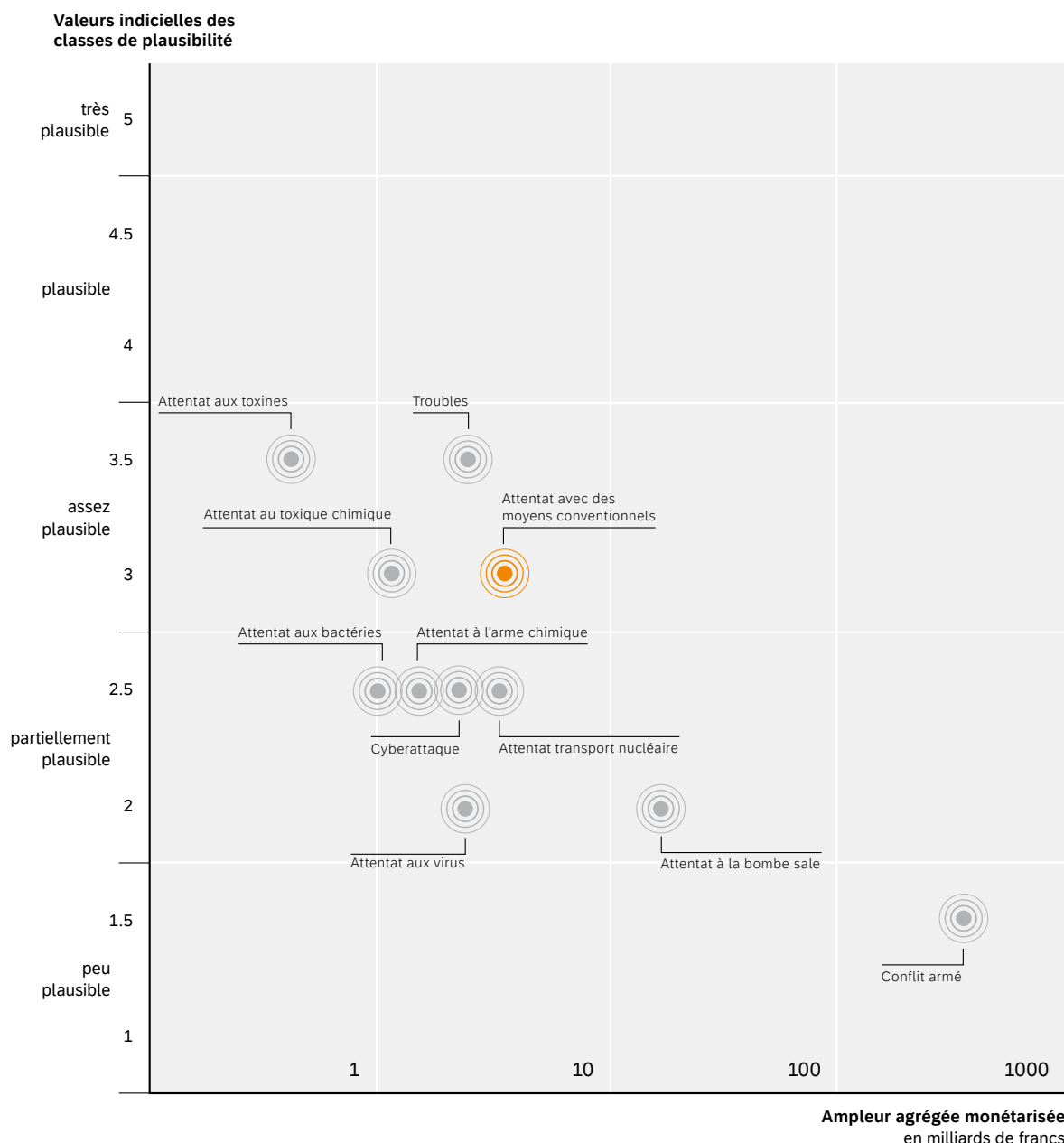
La population suisse est choquée par l'événement. Durant les semaines qui suivent, son sentiment de sécurité est sérieusement entamé, et une grande partie des gens se sentent mal à l'aise dans l'espace public. Les rumeurs et les fausses informations s'amalgament aux faits, ce qui nuit encore plus au sentiment de sécurité. Environ 500 000 personnes sont affectées pendant sept jours.

Dans les médias suisses et étrangers, les reportages sur l'attentat se succèdent durant des jours. La ville est envahie par un flot de journalistes. La nécessité d'informer met sous forte pression la direction d'intervention ainsi que les représentants de l'organisation de conduite cantonale, des exécutifs fédéral et cantonal, de la police fédérale (fedpol) et du Ministère public de la Confédération. La réputation de pays sûr de la Suisse est entachée pour plusieurs semaines.

Une grande partie de la population doute de la capacité de l'État à éviter de tels événements. Elle s'interroge sur de potentielles failles de sécurité, et la propagation de fausses informations sur les réseaux sociaux augmente le sentiment de méfiance.

Risque

Le risque lié au scénario décrit est comparé aux risques des autres scénarios analysés dans une matrice des risques (voir ci-dessous). La probabilité d'occurrence y est saisie comme une fréquence (une fois tous les x ans) sur l'axe des y (échelle logarithmique) et l'ampleur des dommages est agrégée et monétarisée en CHF sur l'axe des x (échelle logarithmique également). Le produit de la probabilité d'occurrence et de l'ampleur des dommages représente le risque lié à un scénario. Plus un scénario se situe en haut à droite de la matrice, plus le risque est élevé.



Bases juridiques

Constitution	<ul style="list-style-type: none">– Articles 2 (But), 57 (Sécurité), 173 (Autres tâches et compétences) et 185 (Sécurité extérieure et sécurité intérieure) de la Constitution fédérale de la Confédération suisse du 18 avril 1999; RS 101.
Lois	<ul style="list-style-type: none">– Loi fédérale du 21 mars 1997 instituant des mesures visant au maintien de la sûreté intérieure (LMSI); RS 120.– Loi fédérale du 12 décembre 2014 interdisant les groupes « Al-Qaïda » et « État islamique » et les organisations apparentées; RS 122.– Code pénal suisse du 21 décembre 1937 (CP); RS 311.0.– Loi fédérale du 25 mars 1977 sur les explosifs (LExp); RS 941.41.– Loi fédérale du 13 décembre 1996 sur le contrôle des biens utilisables à des fins civiles et militaires, des biens militaires spécifiques et des biens stratégiques (Loi sur le contrôle des biens, LCB); RS 946.202.– Lois cantonales sur la police.
Ordonnances	<ul style="list-style-type: none">– Ordonnance du 27 juin 2001 sur la sécurité relevant de la compétence fédérale (OSF); RS 120.72.– Ordonnance du 20 décembre 2024 sur l'organisation de crise de l'administration fédérale (OCAF); RS 172.010.8.– Ordonnance du 2 mars 2018 sur l'État-major fédéral Protection de la population (OEMFP); RS 520.17.– Ordonnance du 3 juin 2016 sur le contrôle des biens utilisables à des fins civiles et militaires, des biens militaires spécifiques et des biens stratégiques (Ordonnance sur le contrôle des biens, OCB); RS 946.202.1.
Autres bases juridiques	<ul style="list-style-type: none">– Convention européenne pour la répression du terrorisme; RS 0.353.3.

Informations complémentaires

Au sujet du danger en question

- Conseil fédéral (2015): Stratégie de la Suisse concernant la lutte antiterroriste. DDPS, Berne.
- Office fédéral de la police (fedpol) (2024): Rapport annuel 2023. Office fédéral de la police (fedpol), Berne.
- Office fédéral de la police (fedpol) (2023): Rapport annuel 2022. Office fédéral de la police (fedpol), Berne.
- Office fédéral de la police (fedpol) (2022): Rapport annuel 2021. Office fédéral de la police (fedpol), Berne.
- Office fédéral de la police (fedpol) (2021): Rapport annuel 2020. Office fédéral de la police (fedpol), Berne.
- Raux, Mathieu / Carli, Pierre et al. (2019): Analysis of the medical response to November 2015 Paris terrorist attacks: resource utilization according to the cause of injury. Dans: Intensive Care Medicine, 9/2019. Springer Medizin.
- Service de renseignement de la Confédération (SRC) (2018-2020): La sécurité de la Suisse 2018/2019/2020. Rapport de situation du Service de renseignement de la Confédération. SRC, Berne.

Au sujet de l'analyse nationale des risques

- Office fédéral de la protection de la population (OFPP) (2026): Dossiers sur les dangers. Catastrophes et situations d'urgence en Suisse 2025. OFPP, Berne.
 - Office fédéral de la protection de la population (OFPP) (2026): À quels risques la Suisse est-elle exposée? Catastrophes et situations d'urgence en Suisse 2025. OFPP, Berne.
 - Office fédéral de la protection de la population (OFPP) (2026): Méthode d'analyse nationale des risques. Catastrophes et situations d'urgence en Suisse 2025. Version 3.0. OFPP, Berne.
 - Office fédéral de la protection de la population (OFPP) (2026): Rapport sur l'analyse nationale des risques. Catastrophes et situations d'urgence en Suisse 2025. OFPP, Berne.
 - Office fédéral de la protection de la population (OFPP) (2023): Liste des dangers. Catastrophes et situations d'urgence en Suisse 2025. 3^e édition. OFPP, Berne.
-

Impressum

Office fédéral de la protection de la population OFPP

Guisanplatz 1B

CH-3003 Berne

risk-ch@babs.admin.ch

www.protpop.ch

www.risk-ch.ch